

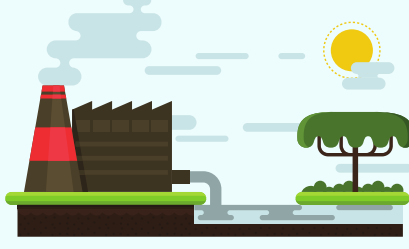
# Partenariats d'engagement communautaire

Tisser des liens entre les personnes, établir des changements dans le développement

Les communautés devraient être aux commandes lorsqu'il s'agit de décisions cruciales concernant leur vie et leurs moyens de subsistance.



Pourtant, trop souvent, le développement et les activités commerciales sont imposés aux communautés sans leur participation significative ou leur autorisation.



Les groupes de la base se trouvent face à des acteurs puissants, notamment les gouvernements, les entreprises privées et les organismes de financement du développement.



Partout dans le monde, il existe de nombreux groupes, mouvements et organisations qui peuvent offrir une diversité de compétences, d'outils et de ressources pour soutenir les luttes menées par la communauté.

Cependant, de nombreuses communautés n'ont pas la possibilité d'établir une relation avec ces groupes et d'accéder à ces ressources.



La Coalition pour les droits humains dans le développement a lancé les partenariats d'engagement communautaire pour:

- soutenir les luttes menées par la communauté;
- mettre les communautés en contact avec nos membres et partenaires du monde entier;
- renforcer les capacités collectives de nos mouvements.

aide à l'accès aux recours auprès des tribunaux et des bureaux de réclamations

soutien par le biais de campagnes ou plaidoyer auprès des gouvernements et des investisseurs

services scientifiques ou techniques et expertise

Le partenariat pour chaque communauté peut inclure différents types de soutien et de renforcement des capacités:

soutien à l'organisation communautaire par le biais de recherches menées par la communauté et de formations sur la connaissance des droits

accès à l'information et à l'analyse, ce qui comprend la recherche financière

protection de la sécurité physique et numérique

## Comment fonctionnent les partenariats

1

Nous écoutons la communauté qui demande un partenariat et essayons de comprendre quels sont ses objectifs, ses besoins et ses priorités

Si la communauté a des demandes spécifiques, nous identifions les groupes qui seraient disposés à aider et capables de le faire, et créons des liens.

Sinon, nous réunissons quelques organisations pour aider la communauté à identifier et à évaluer des stratégies et collaborations potentielles.



2

Un coordinateur travaille avec la communauté pour s'assurer que les liens établis sont utiles, et procède à des mise en relation supplémentaires à mesure que les besoins des communautés évoluent. Le partenariat peut inclure une petite subvention ou un lien avec des bailleurs de fonds externes.

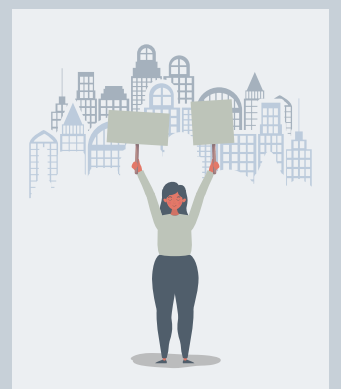


3

Les partenaires communautaires partagent leur expérience et les leçons apprises avec la Coalition pour renforcer l'apprentissage et le travail collectifs.

S'il y a des problèmes de sécurité, le Secrétariat de la Coalition met la communauté en relation avec le groupe de travail **Sécurité pour les Défenseurs**, qui peut aider à fournir une réponse coordonnée et complète pour résoudre des problèmes tels que l'intimidation, la surveillance et les attaques physiques dans des contextes de développement spécifiques. Le Secrétariat de la Coalition peut aider ceux qui demandent un soutien en:

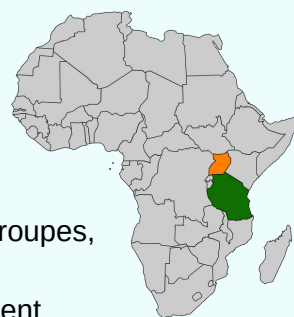
- discutant et les aidant à identifier leurs besoins
- les mettant en relation avec des collaborateurs qui peuvent aider à identifier les stratégies de protection
- les aidant à solliciter un soutien complémentaire en matière de sécurité financière et technique
- répondre aux nouveaux besoins à mesure que la situation sécuritaire évolue.



# Étude de cas

## Partenariat avec les communautés affectées par les projets d'extraction pétrolière

En 2016, un groupe de sociétés pétrolières a commencé à acquérir des terres en Ouganda destinées à l'exploitation et au développement pétroliers, afin d'alimenter un projet d'oléoduc qui s'étendrait jusqu'à la côte tanzanienne. Le projet devrait toucher plus de 5000 ménages, y compris les peuples autochtones, les petits agriculteurs et éleveurs, mais ces derniers n'ont pas été consultés et aucune autorisation de leur part n'a été obtenue.



L'Association pour le développement rural (ARD)\*, avec d'autres groupes, a commencé à travailler avec les communautés touchées pour:

- accéder aux informations concernant les plans de développement
- défendre leurs droits fonciers et une compensation équitable
- créer une plateforme de dialogue entre la communauté, les chefs de district et les entreprises.

\* le nom de l'organisation a été changé pour des raisons de sécurité



### Le partenariat d'engagement communautaire (CEP)

2016 / 2018

Le groupe de travail CEP de la Coalition a commencé à collaborer avec ARD pour

accéder au financement de Global Greengrants Fund

pour mettre en place des ateliers avec les communautés sur le suivi des projets, animés par Business & Human Rights Resource Centre et International Accountability Project.



entrer en contact avec Inclusive Development International

pour identifier et aider à impliquer les investisseurs et les organismes de financement du projet intéressés.



**Leçon tirée:** Il est difficile de trouver des informations sur les institutions économiques et politiques derrière les activités locales. Les communautés ont besoin de ces informations pour envisager des stratégies de plaidoyer supplémentaires.

fin 2018

Les dirigeants de l'ARD ont commencé à recevoir des menaces. À plusieurs reprises, les autorités locales ont empêché le personnel d'ARD de soutenir les communautés au moment des négociations.



*Lorsque les communautés élèvent leurs voix contre un projet de développement, elles sont perçues comme anti-développement, et une fois que vous vous levez pour soutenir ces communautés, vous êtes perçus comme allant à l'encontre des efforts du gouvernement. Cela conduit à des menaces, des arrestations, des intimidations. Certaines personnes ont commencé à avoir peur et, par peur, ont accepté une compensation inadéquate.*



**Leçon tirée:** Il est important d'anticiper de manière proactive les risques relatifs à la sécurité et de mettre en place une stratégie de protection globale, pour aider à prévenir et à répondre aux attaques. Si la situation s'aggrave, les demandes urgentes des communautés et groupes de première ligne nécessitent une coordination de réponse rapide entre les organisations de soutien.

2019

Defenders Protection Initiative a mené une évaluation des risques pour identifier et traiter les vulnérabilités de l'ARD, et a organisé une formation à la sécurité.

Le groupe de travail du CEP a soutenu ARD pour faire face aux risques relatifs à la sécurité.

ARD a obtenu des subventions de Front Line Defenders pour améliorer la sécurité de leur bureau et d'une autre organisation pour relocaliser temporairement le directeur.



Le Lifeline Fund for Embattled CSOs a fourni une subvention à court terme pour améliorer les pratiques de sécurité numérique

Les communautés et l'ARD sont rentrés en contact avec des groupes internationaux travaillant sur l'oléoduc pour collaborer sur le plaidoyer et montrer qu'elles n'étaient pas seules.



fin 2019

La situation sécuritaire s'est améliorée et la construction du projet a été suspendue



**Leçon tirée**

Il est essentiel d'écouter les communautés et d'être réactif à l'évolution de leurs besoins. Les ressources les plus proches de la communauté sont les moyens les plus efficaces de leur apporter une aide. Il est également avantageux de lier les efforts locaux à des campagnes et organisations régionales et internationales.

2020

Le groupe de travail du CEP continue de travailler avec ARD pour accompagner les communautés à mesure que le projet progresse et que leurs besoins changent.

*Grâce au partenariat d'engagement communautaire, ARD pourrait contrebalancer la collaboration entre les gouvernements et les compagnies pétrolières sur le projet, en offrant une opportunité aux communautés et aux organisations de la société civile de développer une réponse coordonnée. Cela a abouti à:*

- offres de compensation sous forme de terre contre terre;
- le gouvernement et les sociétés de projet ont commencé à collaborer avec les communautés locales affectées par le projet;
- Réduction des intimidations flagrantes contre les communautés locales et les défenseurs des droits humains."

